



Meeting du FN à Brachay (Haute-Marne), en septembre 2016. Marine Le Pen multiplie les promesses non financées.

Romain Baurrier - Rda

**PROGRAMME** Les propositions du Front national pour l'élection présidentielle ne sont pas crédibles économiquement et menacent la cohésion sociale.

## La politique du repli sur soi

**S**ous les auspices de son nouveau logo, une rose teintée en bleu, Marine Le Pen a présenté le 5 février dernier, à Lyon, son programme pour l'élection présidentielle. Ses 144 engagements, s'ils varient quelque peu par rapport à ceux de 2012, reprennent pour l'essentiel le logiciel classique du Front national (FN) : face à ceux qu'elle nomme « *les mondialistes* », la présidente du FN se présente comme « *une patriote* » qui incarnerait « *le peuple* » contre les « *partis de l'argent* ». Mais son programme est surtout irréaliste et menace de diviser encore plus la société française.

Le FN n'est pas avare de promesses de dépenses nouvelles : augmentation du budget de la défense à hauteur de 2 % du

produit intérieur brut (PIB) et de 3 % à la fin du quinquennat, contre 1,8 % en 2015 (proposition n° 121), recrutements dans la fonction publique hospitalière (n° 68), 15 000 postes dans la police et la gendarmerie (n° 13) et 6 000 dans les douanes (n° 24), ainsi qu'une revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (n° 86), retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (n° 52), renationalisation des sociétés d'autoroutes (n° 144), création de 40 000 places de prisons supplémentaires (n° 20), etc.

### Des promesses à la pelle

Marine Le Pen propose aussi la création d'une prime de pouvoir d'achat d'un montant de 80 euros en moyenne par mois pour les personnes touchant un re-

venu ou une retraite inférieurs à 1 500 euros mensuels (n° 59). Et encore d'instaurer un cinquième risque dans la protection sociale pour couvrir la dépendance (n° 69)...

Elle voudrait également le retour au versement des allocations familiales sans conditions de ressources, mais uniquement pour les familles françaises (n° 55) ainsi que la revalorisation du minimum vieillesse, mais conditionné là aussi à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France (n° 58). De même, l'attribution des logements sociaux devrait être réservée en priorité aux Français (n° 142). « *C'est dans le domaine de la protection sociale que la volonté de discrimination à l'égard des étrangers s'exprime le plus fortement* », explique Rémi Bazillier économiste membre du collectif Ecolinks <sup>[1]</sup>.

La « priorité nationale » est aussi la pierre angulaire de sa politique de l'emploi. Ainsi Marine Le Pen veut imposer une taxe additionnelle sur toute nouvelle embauche d'employé étranger (n° 38). La recette devrait être ▶

► affectée à l'indemnisation des chômeurs. « Cette mesure, qui n'apparaissait pas dans le programme de 2012, correspond à une vieille rhétorique du Front national, analyse Rémi Bazillier. Cela risque d'augmenter significativement le coût du travail, et donc les prix, dans certains secteurs de l'économie, alors que la plupart des études montrent qu'en France, il y a peu d'effet de substitution des emplois entre Français et étrangers. »<sup>[2]</sup>

Marine Le Pen veut aussi retirer la loi El Khomri (n° 53), mais concernant les 35 heures, son programme est ambigu : elle souhaite certes conserver la référence légale aux 35 heures, mais entend autoriser les branches professionnelles à dépasser ce seuil (n° 63). Tout en rétablissant la défiscalisation des heures supplémentaires, chère à Nicolas Sarkozy (n° 64).

La candidate du FN entend également limiter le solde migratoire à 10 000 personnes par an (n° 26), contre 47 000 en 2015, selon l'Insee, soit 0,07 % de la population française, ce qui est déjà l'un des soldes les plus faibles de tous les pays de l'OCDE. Elle prévoit pour cela de limiter le droit au regroupement familial (n° 26), de refuser toute régularisation de personnes en situation illégale (n° 25) et de supprimer le droit du sol comme source du droit de la nationalité (n° 27). Toute la logique du programme économique et social du FN repose sur ce rejet de l'extérieur.

### Ambiguïté et contradictions

Enfin, en matière d'environnement, l'ambiguïté – voire la contradiction – prévaut. Marine Le Pen annonce certes vouloir « développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables » (n° 133), mais prévoit dans le même mouvement de « décréter un moratoire immédiat sur l'éolien ». Tout en voulant aussi « maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française » (n° 134).

Toutes ses promesses de dépenses supplémentaires n'em-

## SOCIÉTÉ

### Un projet de société très rétrograde

**Concernant les questions de société, le Front national (FN) assume un positionnement très conservateur.** Marine Le Pen veut tout d'abord supprimer le mariage pour tous inscrit dans la loi Taubira (mais sans effet rétroactif) et le remplacer par un « Pacs amélioré » (proposition n° 87). Sur la place des femmes dans la société, le FN rappelle bien sûr que sa présidente est une femme et prévoit dans son programme un plan national pour l'égalité salariale (n° 9). Mais « plusieurs propositions suggèrent en creux que la place des femmes est d'abord au foyer », explique Mathilde Guergoat-Larivière, économiste membre du collectif Ecolinks<sup>[1]</sup>.

Si le « salaire maternel » précédemment évoqué par Marine Le Pen n'est plus men-

tionné dans son programme, celui-ci entend notamment revenir sur la réforme du congé parental instaurée en 2016, qui réserve les six derniers mois de congé au second parent (n° 55). Or, avant cette réforme, les congés parentaux étaient pris à 97 % par les seules mères. De plus, il n'est fait nulle part mention de la nécessité de développer les modes d'accueil de la petite enfance.

Enfin, en matière d'éducation, Marine Le Pen veut « rétablir l'autorité et le respect du maître », ainsi que le port de l'uniforme à l'école (n° 104), tout en défendant le système des grandes écoles (n° 106). Elle prévoit aussi de supprimer le collège unique et de rétablir l'apprentissage à 14 ans (n° 81). Comme c'était le cas dans les années 1960,



Amiens. Il n'y a rien dans le programme du FN sur la garde des jeunes enfants.

pêchent pas la présidente frontiste de prévoir en parallèle une série d'exonérations fiscales nouvelles : pour l'installation des jeunes agriculteurs (n° 128), pour la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans (n° 82), pour les plus-values de cession sur les parts des PME (n° 47). Et des réductions d'impôts avec une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches (n° 75). Elle veut aussi rehausser le plafond du quotient familial et rétablir la demi-part des veufs et des veuves (n° 54).

Marine Le Pen prévoit certes de maintenir l'impôt sur la fortune (n° 74), mais sa proposition de 2012 de créer une tranche supplémentaire d'impôt sur les

plus hauts revenus a disparu. Elle entend au contraire détaxer les héritages les plus importants et permettant aux parents de transmettre 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement) et 50 000 euros aux petits-enfants tous les cinq ans (n° 56). « Le programme de Marine Le Pen est fondamentalement inégalitaire », souligne Rémi Bazillier, *entre Français et étrangers bien sûr, mais aussi entre Français. Et plus en 2017 qu'en 2012.* »

### Un programme non chiffré

Le cru 2017 des propositions de la candidate frontiste n'est pas du tout chiffré, alors qu'en 2012 quelques tentatives avaient été

faites en ce sens. « C'est un choix délibéré de la part du Front national, explique Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques. Ce que le FN cherche, c'est à polariser l'opinion en imposant ses thèmes dans la campagne, sans se laisser engluier dans des débats techniques. » Si volonté de « dédramatisation » il y a de la part du FN, elle ne se traduit donc pas par une recherche accrue de crédibilité sur le terrain économique et budgétaire [3].

Pour compenser ces dépenses supplémentaires et ces pertes de recettes, Marine Le Pen veut mettre fin à ce qu'elle nomme les « mauvaises dépenses », sans plus de précisions, qui seraient liées selon elle à l'immigration et à l'Union européenne (n° 43).

Elle entend également instituer une contribution sociale de 3 % sur les importations [4] pour financer la prime de pouvoir d'achat (n° 59), ce qui ne serait cependant possible qu'après la sortie de la France de l'Union, et aurait pour conséquence immédiate de renchérir d'autant le coût des produits importés. Elle prévoit surtout de faire fonctionner la planche à billets : une fois l'Hexagone en dehors de la zone euro, la Banque de France financerait directement le déficit budgétaire (n° 43). Une « solution miracle » qui aurait comme conséquence de doper une inflation, devenue déjà nettement plus élevée qu'aujourd'hui du fait de la sortie de la France de l'euro (voir page 10). Ce qui ne manquerait pas de se

traduire par une perte de pouvoir d'achat que les plus faibles ressentiraient le plus fortement.

La rose bleue de la campagne 2017 de Marine Le Pen est censée incarner le message selon lequel « l'impossible devient possible ». Mais ce qu'elle propose risque surtout de rendre impossible le vivre ensemble.

■ Claire Alet

[1] Le collectif vient de publier *Petit manuel économique anti-FN*, Le Cavalier Bleu Editions, février 2017, voir p. 86 de ce numéro.

[2] *Perspectives des migrations internationales 2016*, OCDE, septembre 2016.

[3] Contacté par la rédaction d'*Alternatives Économiques*, le Front national n'a pas donné suite à nos questions.

[4] Dans les précédents programmes, cette contribution sociale sur les importations devait couvrir le coût de la baisse de cotisations sociales qui a disparu dans le programme de 2017.

en savoir plus <

> Les 144 propositions de Marine Le Pen : <https://lc.cx/JMzB>

## La France vit mal la postmodernité



D.R.

Nicolas Lebourg\*, chercheur au Centre d'études politiques de l'Europe latine, CNRS-université de Montpellier (Cepel)

**ENTRETIEN** L'historien Nicolas Lebourg revient sur les raisons pour lesquelles l'Hexagone est devenu un terreau si favorable à l'extrême droite.

**Le vote FN est-il assimilable au vote Trump ou en faveur du Brexit ? Qu'est-ce qui le caractérise sur le plan sociologique ?**

Plus le nombre d'électeurs Front national (FN) augmente, moins il en existe un type unique, mais l'absence de diplômes, la précarité de l'emploi, le fait de vivre à proximité d'une population d'origine arabo-musulmane ou encore dans une

zone urbaine très inégalitaire quant à la répartition des revenus demeurent des facteurs déterminants du vote FN. L'enjeu pour Marine Le Pen est aujourd'hui d'élargir son assise sociale ; elle vise en particulier les personnels du bas de l'échelle dans la fonction publique et les petits patrons.

La variable religieuse devient, elle aussi, plus complexe : chez les catholiques, ce ne sont plus seulement des non-pratiquants qui votent FN. Ce vote a également beaucoup progressé au sein de l'électorat juif. Mais on observe à l'inverse une surmobilisation de l'électorat musulman contre le FN.

Quant à la vague populiste qui rapproche le vote Trump et celui en faveur du Brexit de la montée du FN en France, il faut la voir comme l'accélération d'un processus entamé avec le premier choc pétrolier : dans un Occident qui découvre qu'il n'est plus le maître de la globalisation, l'État social recule au bénéfice de l'État de la loi et de l'ordre. Et les valeurs de l'humanisme égalitaire cèdent le pas à l'ethnicisation des représentations sociales.

**Le vote FN exprime-t-il réellement un projet de société partagé ou existe-t-il une profonde division entre celui porté par Marion Maréchal-Le Pen et celui proposé par Florian Philippot ?**

Marion Maréchal-Le Pen assume clairement un positionnement à droite sur l'échiquier politique et prône une stratégie fondée sur le thème de l'identité, ▶

\* Auteur de *Lettres aux Français qui croient que cinq ans d'extrême droite remettraient la France debout*, Les Échappés, 2016.